

26 janvier 2018



SANTÉ ■ Un projet de réorganisation des agents des services hospitaliers cristallise l'inquiétude des salariés

La grogne prend de l'ampleur à Louis-Pasteur

Nouvelle mobilisation, hier, des personnels hospitaliers qui ont fait part de leurs inquiétudes liées à la réorganisation des ASH lors d'une rencontre avec la direction.

Laurence Gélineau
laurence.gelneau@centrefrance.com

Le jour du Comité technique d'établissement (CTE) a été l'occasion d'un nouveau rassemblement, à l'appel de FO et de la CGT santé, hier. Plus d'une centaine de personnes se sont regroupées, à 13 h 45, au premier étage du centre hospitalier Louis-Pasteur. Dans le viseur : la réorganisation annoncée du service des



MOBILISATION. Pierre Best, directeur des Hôpitaux de Chartres, a rencontré le personnel hospitalier avant le Comité technique d'établissement.

agents des services hospitaliers (ASH), annoncée pour début mai, au sujet du bio nettoyage (voir notre édition du 10 février).

Ceci impliquerait un changement de zone d'activité toutes les deux semaines pour la majorité des quatre-vingts agents concernés qui, aujourd'hui, sont affectés à une unité de soins précise.

«L'hôpital se modernise»

FO comme la CGT remettent en cause cette réorganisation, «d'abord préjudiciable aux patients», mais aussi ses conséquences sur le personnel et sur l'effectif.

Pierre Best, directeur des Hôpitaux de Chartres, qui a dialogué, hier, avec les personnels mobilisés, le reconnaît : «Le fond du projet est que l'hôpital se modernise. Le but est d'avoir un système de nettoyage plus moderne. Cela permettra, notamment, de renforcer des équipes transversales, selon des modalités qui restent à ajuster.»

FO et la CGT solliciteront une expertise lors du Comité d'hygiène et de sécurité (CHSCT) de vendredi, afin de «démontrer que ce plan de réorganisation ne peut fonctionner en l'état.»

SOCIAL ■ Entre 1.200 et 1.500 manifestants ont défendu le service public, hier, dans les rues de Chartres

La grogne des fonctionnaires enfle

SOCIAL

« C'est inconcevable de vouloir rentabiliser la solidarité »



GRÈVE. Les syndicats redescendent dans la rue. PHOTO : O. REIX

L'intersyndicale départementale de la Fonction publique a présenté, hier, son action prévue jeudi pour les missions publiques, l'emploi et le pouvoir d'achat. Cette manifestation fait suite à celle menée, le 10 octobre, en faveur de la revalorisation salariale des agents publics.

Après un regroupement place de Halles, à Chartres, à 14 heures, les manifestants parcourront les rues du centre-ville. Pierre Licout, cosécétaire départemental FSU, explique que cette action s'inscrit « dans une lutte contre la menace envers le statut de fonctionnaire ». Les syndicalistes dénoncent des projets de loi visant à « privatiser les missions de service public. C'est inconcevable que les grandes entreprises rentabilisent la solidarité. »

Le statut, la rémunération et les conditions de travail. Autant de raisons de s'inquiéter, selon l'intersyndicale qui explique que « le statut de fonctionnaire n'est pas à opposer à celui du privé ».

Pascal Marchand, de Force Ouvrière, explique que « l'État évalue toujours ce qu'un fonctionnaire coûte, mais rarement ce qu'il rapporte ». La manifestation de jeudi pourrait être suivie d'autres actions si les syndicats estiment ne pas être entendus. ■

➔ **Pratique.** L'intersyndicale de la fonction publique est composée de la CGT, la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), Force Ouvrière (FO), de la Fédération syndicale unitaire (FSU), de la Fédération Autonome (FA), Solidaires et de la Confédération française de l'encadrement-Confédération générale des cadres (CFE-CGC).

